

Fimaf

OFFRE PUBLIQUE DE RETRAIT SUIVIE D'UN RETRAIT OBLIGATOIRE INITIÉE PAR FIMAF S.A.S. SUR LES TITRES DE LEGRAND S.A.

*En vertu de l'article 7 du règlement COB n° 2002-04, le présent communiqué
a été transmis à la Commission des Opérations de Bourse avant sa diffusion.*

Les titres de la société Legrand font actuellement l'objet d'une offre publique de retrait suivie d'un retrait obligatoire initiée par la société Fimaf, aux prix de 136,73 euros par action ordinaire Legrand et 114,13 euros par action à dividende prioritaire Legrand (l' "**Offre**").

La Cour d'appel de Paris a examiné, lors de son audience du 24 juin 2003, les recours en annulation engagés par certains actionnaires minoritaires de Legrand à l'encontre :

- de la décision n°203C0442 du 26 mars 2003 du Conseil des Marchés Financiers ("**CMF**") déclarant l'Offre recevable,
- de la décision n°203C0467 du 31 mars 2003 du CMF portant ouverture de l'Offre et fixation de son calendrier, et
- de la décision de visa de la Commission des Opérations de Bourse n°03-196 du 27 mars 2003,

et rendra sa décision sur ces recours le 16 septembre 2003.

Il est en tant que de besoin rappelé que le CMF a, par décision n°203C0542 du 11 avril 2003 :

- prorogé la procédure d'Offre en sorte que la clôture intervienne huit jours au moins après le prononcé de l'arrêt de la Cour d'appel statuant sur les recours susvisés,
- reporté en conséquence la mise en œuvre du retrait obligatoire, qui interviendra le lendemain de la clôture de l'offre publique de retrait ; et
- décidé que l'Offre serait, à compter du 14 avril 2003, réalisée dans le cadre d'une procédure de centralisation des ordres par Euronext Paris SA, procédure qui s'est substituée à celle par achats sur le marché.